

ter 7 is a historical survey of the religious and political evolution of rules of engagement in the IDF. The book's overall tone is that there have been dramatic changes in Israeli society, but that evidence of "willingness to serve" before the second Lebanon War in 2006 has shown that these changes have not undermined Israelis' commitment to serve in what is still widely viewed as a people's army.

This reviewer has three issues with the book. First, while it draws heavily on political science taxonomies of militarized states and societies (elaborated primarily in chapter 1 but raised throughout the book), the book is primarily a history (albeit an interesting one) with tangential thought-provoking insights for theory. Furthermore, Cohen accepts uncritically Israel's supposed chronic decision-making process, citing Zeev Maoz twice, as well as a number of other authors, on their view that Israel is hard-wired to seek military rather than diplomatic instruments to address challenges (thus producing the failures of the first and second Lebanon Wars, 1982 and 2006 respectively). He does not examine the alternative explanation that Israel has simply adapted to its local environment where there is little evidence of diplomatic opportunities for success. Consequently, like many historians of Israel's domestic political and social history, he does not differentiate between Israel's public perceptions of its military operations and actual performance. Whereas the popular history is that a weak Israel prevailed in 1948, 1967 was a divinely inspired victory and 1973 the result of hubris, the military histories argue that in 1948 Israel was the stronger, the magnitude of the 1967 victory was the result of Egypt's ill-advised retreat, and 1973 was Israel's finest example of military professionalism. So, while the first and second Lebanon Wars were perhaps poorly executed and achieved less than what was publicly expected, they were nevertheless battlefield victories. Consequently the rise in public criticism of the Israeli military is better explained by the volatile domestic debate in Israel than any objective measure of the IDF's performance.

Despite these issues, Cohen's book makes a valuable and fascinating examination of the social dimension of the civil-military relationship within Israel. Cohen's detailed grasp of the depth and breadth of the issues makes *Israel and Its Army* an important scholarly contribution.

JULIAN SCHOFIELD, *Concordia University*

Science politique de l'Union européenne

Céline Belot, Paul Magonette, Sabine Saurugger (dir.)

Economica, Paris, 2008, 387 pages

doi:10.1017/S0008423900000168

Les politologues français ont mis du temps à s'intéresser à l'Europe. Celle-ci, comme les relations internationales de manière générale, fut longtemps considérée la chasse gardée des professeurs de droit public. Encore aujourd'hui, la Commission pour l'étude des Communautés européennes (CEDECE) est contrôlée par les juristes, auxquels s'associent un petit nombre d'économistes. Les politologues sont presque absents de cette association française, alors qu'ils dominent largement la *European Union Studies Association* aux États-Unis, l'*University Association for Contemporary European Studies* en Grande-Bretagne ou encore l'Association canadienne d'études sur la Communauté européenne (AECE-C).

L'exception française, dont les causes sont trop complexes pour être exposées ici, a commencé à s'éroder dans les années 1990, alors que sont apparus plusieurs ouvrages sur la construction européenne rédigés par des politologues, notamment *Le système politique européen* (Jean-Louis Quermonne, 1993), *Paris-Bruxelles* (Christian Lequesne, 1992) et *L'Europe politique* (Guillaume Courty et Guillaume Devin, 1996). En 2000, un groupe de jeunes chercheurs à Sciences Po Paris créait *Politique*

européenne, une revue scientifique qui devint rapidement le lieu d'échange privilégié des européenistes francophones. Cinq ans plus tard, l'Association française de science politique transformait le groupe de travail «Europe» en une Section d'études européennes beaucoup plus costauda. Entre-temps, les formations de deuxième cycle sur les questions européennes se sont multipliées dans les instituts d'études politiques. Mais il n'existe toujours pas à ce jour de manuel en français sur les aspects proprement politiques de l'Union européenne (UE).

Science politique de l'Union européenne vient en partie – mais en partie seulement – combler ce vide béant. Fruit d'un colloque organisé par la revue *Politique européenne* en 2005, il s'agit davantage d'un traité que d'un manuel puisqu'il vise, selon l'aveu même de ses directeurs, à faire état des résultats et controverses actuelles de la recherche politique sur l'UE. Un peu à l'image du *SAGE Handbook of European Politics* – l'ouvrage de référence en anglais –, l'accent est mis sur les objets de recherche et les approches théoriques plutôt que sur les enjeux ou les politiques de Bruxelles. Le lecteur ne trouvera pas ici une introduction au fonctionnement de la machine communautaire. Il n'y a pas de liste des acronymes, de chronologie de l'intégration européenne ni de schéma du processus décisionnel. Non-initiés s'abstenir.

Pour celui ou celle qui, en revanche, a déjà une petite idée du système politique européen, cet ouvrage dense et bien écrit présente deux qualités importantes. La première, c'est de donner un tour d'horizon complet de l'avancement des connaissances dans les principaux sous-champs des *EU studies* : relations internationales, analyse des politiques, opinion publique, groupes d'intérêt, études parlementaires, élargissement et ainsi de suite. Le titre de l'ouvrage n'est pas trompeur : avec 26 collaborateurs, on retrouve à peu près toute la science politique de l'UE basée en France, les quelques rares absents figurant dans les remerciements. Chaque chapitre débute par une problématique introduisant le sous-champ, en expose les principaux développements théoriques, et ouvre sur quelques pistes de recherche, souvent propres à l'auteur. Dans la plupart des cas, on retrouve également une section sur l'apport particulier de la recherche en langue française. Même si on aurait parfois souhaité une écriture plus didactique et un peu moins de références bibliographiques, les chapitres sont d'excellente qualité, sans exception.

La deuxième qualité de l'ouvrage, c'est de donner une bonne idée de ce que Bastien Irondelle a appelé la *French touch* en études européennes. Observons tout d'abord que la recherche française sur l'UE est loin d'être aussi franco-centrée qu'on a pu le dire. À vue de nez, environ 80 pour cent des références bibliographiques sont étrangères et en anglais, ce qui témoigne de l'ouverture des auteurs à une science politique internationale et pluraliste. Mais il est vrai qu'une singularité hexagonale s'exprime en filigrane. Dans un ouvrage semblable publié en anglais, il serait peu probable de trouver des chapitres sur l'anthropologie politique (François Forêt) ou la socio-histoire (Yves Deloye) de l'Europe. Certains objets de recherche, comme la gouvernance à niveaux multiples (Romain Pasquier), le rapport entre droit et politique (Antoine Vauchez) ou l'étude des acteurs communautaires (Jean-Michel Eymeri-Douzans et Didier Georgakakis), sont marqués par l'approche fortement sociologique qui distingue une partie de la science politique française. L'héritage de la sociologie historique de Norbert Elias et de la sociologie politique de Pierre Bourdieu est frappant dans plusieurs chapitres. À l'inverse, l'économie politique, les travaux quantitatifs – notamment ceux qui sont issus de l'école des choix rationnels – et a fortiori la modélisation formelle, sont entièrement absents alors qu'ils occupent désormais une place de choix dans les revues anglophones.

Tout en reflétant la diversité de la recherche française (bien plus que francophone puisqu'il n'y a que deux Belges et aucun Suisse ou Canadien parmi les collaborateurs), *Science politique de l'Union européenne* participe clairement à un exercice de normalisation. C'est d'ailleurs le thème de la stimulante conclusion rédigée

par Sabine Saurugger. Alors que le débat sur la normalisation des *EU studies* «internationales» a principalement porté sur l'incorporation de la théorie des Relations internationales et de la politique comparée après 30 ans d'opposition stérile entre néofonctionnalisme et intergouvernementalisme, l'enjeu pour les études européennes «françaises» semble plutôt être celui de leur reconnaissance au sein d'une communauté scientifique débordant les frontières de l'Hexagone. La richesse des travaux répertoriés dans cet ouvrage laisse espérer que les politologues français sauront y trouver leur place.

FRÉDÉRIC MÉRAND *Université de Montréal*

Participatory Institutions in Democratic Brazil

Leonardo Avritzer

Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2009, pp. 205

doi:10.1017/S000842390000247

Coming from a legacy of authoritarianism and low civic engagement, today's Brazil is known for the unique democratic trajectory, including several local participatory initiatives aimed at bringing citizens back at the centre of the democratic project. Is the Brazilian participatory experience a model for increasing participation in democratic processes? Can the Brazilian model be exported? More generally, under what conditions participatory institutions succeed? In his most recent book, Avritzer's ambitious goal is to start answering these questions, providing a theoretical framework for the current debates on the success of Brazilian participatory institutions as an alternative democratic model aimed at broadening citizen participation.

Arguing that democratic and civil society theories have generally overlooked participatory institutions, he proposes to fill this theoretical gap, developing a theory of participatory institutions that accounts for the relationship between civil society, the political society and institutional design. To do so, he looks at three types of institutions that have emerged in democratic Brazil: participatory budgeting, health councils and city planning processes operating under the Statute of the City. Although it has often been argued that bottom-up initiatives, like participatory budgeting, generate wider participation and better access to public goods, his provocative take on the question suggests that it is, however, not always the case. Drawing from a comparison of major Brazilian cities (São Paulo, Belo Horizonte, Porto Alegre and Salvador), which display varying levels of success in implementing these three types of institutions, he argues for the importance of context in determining the conditions of success for each participatory institutions design.

Starting from the observation that, before 1970, Brazil was an authoritarian country with a weak public sphere and elitist political parties, the first section of Avritzer's book lays the foundations of the theoretical framework he develops to explain change in local democratic practices. More specifically, he proposes to look at patterns of change along three main dimensions that, together, have allowed the rise and success of local participatory institutions throughout the country: civil society, political society and institutional design. In chapter 2, he shows that the way civil society is organized at the local level is central to explaining its later ability to enter the participatory process. Because it remains dependent on political coalitions with the political society, success in implementing participatory institutions is most likely to occur when civil society emerged out of urban popular movements as the drive for participation is greater in these cases. He pursues this argument in chapter 3 by showing how the emergence of the Workers' Party (PT) in the 1970s has been crucial for sustaining renewed interactions between the civil and political societies in Brazilian cities, while highlighting that divisions within political parties lead to weak participatory institutions.